

Le Togliatti d'Aldo Agosti

CLT, numéro 58, septembre 1996.

Aldo Agosti fut un historien du PC d'I, incontestablement fidèle à son parti mais qui se tint à l'écart des manipulations. Sa réputation n'est plus à faire et sa biographie de Togliatti était légitimement très attendue.

Elle est là. Elle apporte et elle interroge. On s'interroge aussi à partir d'elle. Le lecteur français aura bientôt, nous l'espérons, une traduction. En attendant, il faut rendre compte en détail de ce livre passionnant, dans lequel l'historien italien a fait apparaître un Togliatti dégagé des fioritures, bien que pas de tous ses actes.

Jeunesse et apprentissage

Le jeune Palmiro est né en 1893 dans une famille rurale pauvre — une « *pauvreté digne* », dira-t-il. La personnalité dominante de la famille est la mère, mais il se souvenait de ses huit ans et de la manifestation contre l'exécution de Francisco Ferrer à laquelle son père l'avait emmené.

Après le lycée où il fut un brillant élève, il s'inscrivit à l'Université de Turin, en Droit, en 1911. C'est là, dans la Petrograd italienne, qu'il fit les deux premières rencontres décisives de sa vie : son camarade d'études, le Sarde Antonio Gramsci, et le mouvement ouvrier turinois animé par les métallos.

En 1911, Gramsci était membre des Jeunesses socialistes où il connaissait déjà Angelo Tasca. Ses relations avec Togliatti ont été, nous dit Agosti, « *positives* », mais l'auteur, qui refuse l'hagiographie, précise bien qu'il faut se garder de parler d'« *amitié* » entre les deux jeunes gens à cette date.

Démontrant ainsi qu'il n'écrit pas un chapitre de la Vie des Saints, insistant sur l'importance des grèves dans la formation politique du jeune étudiant, il souligne vigoureusement l'influence qu'exerça alors sur lui Benito Mussolini, qui, comme on le sait généralement sans trop y croire, était alors le chef de file des socialistes de gauche.

Réglant ensuite sans malaise apparent une question qui fut longtemps tabou, Agosti indique aussi que, comme son camarade Gramsci à la suite de Mussolini, Togliatti fut, dans les premiers mois, partisan de l'entrée de l'Italie, — de son « *intervention* » — dans la guerre mondiale au côté des Alliés.

Pour Mussolini, c'était le reniement, le premier pas qui allait le conduire au pouvoir suprême du Duce et à la mort que l'on sait, pendu par les pieds aux crocs d'un étal de boucher. Pour Gramsci et Togliatti, qui s'en sont pris avec vigueur à Tasca, c'était un faux-pas qui ne les a pas empêchés de choisir ensuite le socialisme anti-guerre.

L'historien n'a pas pu suivre dans le détail cette évolution de Togliatti. Diplômé d'économie, inapte au service militaire, il s'engage dans la Croix-Rouge et, en avril 1916, est versé dans l'infanterie. En 1917, il est élève-officier à Caserta, devient officier de réserve, rapidement démobilisé pour raisons de santé.

Civil, il gagne sa vie comme enseignant du secondaire et retrouve la voie socialiste dans laquelle il avait déjà fait quelques pas. Le voilà avec une bande de vieilles connaissances, Antonio Gramsci et Umberto Terracini, et, dans une moindre mesure, Angelo Tasca, et des nouveaux venus comme Alfonso Leonetti.

Sa pensée personnelle se précise ; en juin 1918, il est partie prenante dans le petit coup d'Etat rédactionnel qui porte à la tête de l'Ordine nuovo (né le 1er mai 1919) la petite équipe autour de Gramsci. Il est entré dans le grand bain.

Militant socialiste

Agosti montre, à juste titre sans trop s'appesantir, que le groupe de l'Ordine nuovo se forme et se structure sur des bases qui ne sont pas celles de la lointaine et un peu mythique Révolution russe, mais aussi à partir d'une tradition italienne, l'expérience ouvrière de l'anarcho-syndicalisme dans laquelle l'hebdomadaire plonge les racines de sa théorie des conseils ouvriers. Mais il ne néglige pas plus que son personnage la tradition socialiste italienne, le rôle considérable de ce PSI « *maximaliste* » dans lequel beaucoup voyaient alors l'équivalent en Occident du parti bolchevique, comme lui parti traditionnel gagné aux perspectives de la révolution mondiale et de la dictature du prolétariat.

Les jeunes Turinois — Togliatti en est, pour l'historien — ont très tôt rencontré le courant et l'homme qui jouera dans leur vie le rôle de révélateur : le courant « *abstentionniste* » et son penseur et dirigeant Amadeo Bordiga.

Les frontières entre hommes et groupes ne sont pas aussi étanches qu'on a tendance à se le représenter a posteriori. Même si le mouvement des conseils ouvriers envahit, étale, toute l'Italie du Nord, entraînant les principales sections d'usine de la FIOM, la fédération des métallos, c'est dans le PSI que fait rage le débat entre électionnistes et abstentionnistes.

D'autant plus remarquable apparaît le fait que le groupe de l'Ordine nuovo se scinde lors de la désignation d'une nouvelle commission exécutive à Turin au début 1920 : Gramsci et Togliatti s'allient aux « *abstentionnistes* » locaux pour affronter Angelo Tasca et Terracini qui conduisent les « *abstentionnistes* » ! Agosti pense qu'ils l'ont fait avec l'intention d'empêcher la scission d'avec Bordiga.

En tout cas, ils l'emportent et Giovanni Boero devient le nouveau président de la commission exécutive du PSI à Turin, Togliatti en devenant le secrétaire.

De hautes responsabilités à un moment crucial

Voilà notre Togliatti, à 28 ans, au premier rang de la politique ouvrière italienne. Il croit à la possibilité de réaliser à court terme dans son pays la dictature du prolétariat, dans la mesure où il est certain que le prolétariat industriel est la force susceptible d'être hégémonique et d'entraîner des couches très larges de travailleurs de la société italienne.

Il est en tout cas convaincu — c'est capital en Italie à cette date — qu'il s'agit d'une question politique et que c'est en termes politiques que se pose la question du pouvoir soulevée avec éclat par la grève avec occupation des métallos de toutes les grandes villes industrielles. Le 29 septembre 1920, il assiste à Milan à une réunion commune, au sommet, de la CGL et du PSI, et c'est ce qu'il dit. C'est donc évidemment à lui qu'est posée la question cruciale.

On lui demande en effet si les ouvriers turinois sont en mesure d'attaquer les premiers donnant ainsi le signal d'une insurrection nationale. Il répond par la négative : « *Nous n'attaquerons pas seuls ; il faut une action simultanée dans les campagnes et surtout que l'action soit nationale* ».

Aldo Agosti a raison de dire que c'est là la reconnaissance terrible de l'isolement des ouvriers révolutionnaires de Turin. Seuls des gauchistes (c'est moi qui emploie ce mot — PB) invétérés peuvent reprocher à Togliatti une prise de position analogue à celle des bolcheviks qui ont reculé en juillet 1917 devant l'isolement des masses de Petrograd et qui, en octobre, ont placé leur combat offensif sous le

signe de la défensive. Mais il est vrai qu'en-dehors de petits groupes d'abstentionnistes et d'ordinovistes, il n'y a rien en Italie qui ressemble vraiment au parti bolchevique.

Lors de la CE préparatoire au congrès national du PSI à Imola où se constituera officiellement la « *fraction communiste* », le texte qu'elle présente par la bouche de Gramsci l'emporte à une large majorité. Togliatti démissionne du secrétariat de la section. Il va devenir le rédacteur en chef de *l'Ordine nuovo*, porte-parole de la fraction. C'est un poste important. On sait que Lénine a dit que les bolcheviks se reconnaissent dans ce journal.

Curieusement, à peine en place, il commence à exprimer beaucoup moins son ancienne conception d'un parti qui traduit directement la pression des masses qu'une conception plus formaliste qui, pour le moment, semble la position commune de Bordiga et de l'exécutif de l'Internationale.

Offensive, violence, terreur et victoire des fascistes

Togliatti, retenu par son travail au journal, n'est pas au congrès de Livourne, le 21 janvier 1921, quand le PC d'I naît de la scission « *forcée* » de la majorité massimaliste. Agosti commente, parlant de « *scission de la majorité déjouant les espérances nourries depuis longtemps par les ordinovistes* ». Terracini est l'un des cinq membres de l'exécutif restreint, et Gramsci élu au comité central : les ordinovistes sont à une place et dans un rôle très secondaires.

La naissance du PCd'I ne suscite sous la plume de Togliatti aucun commentaire triomphaliste. Il est visiblement incertain, préoccupé du poids de responsabilités inattendues. Il s'en sort initialement par une affirmation volontariste selon laquelle tout est possible à qui le veut.

En fait la nouvelle réalité politique et les violences impunies des fascistes démentent tous les jours cet optimisme d'entêtement. Les signes les plus éclatants en sont évidemment dans les actes terroristes des fascistes, l'assassinat du cheminot communiste Spartaco Lavagnini en février 1923, et l'incendie, en avril, de la Bourse du Travail de Turin.

Togliatti n'a pas modifié son analyse du fascisme avec la Marche sur Rome, que son vieux camarade Terracini peut, sans le scandaliser, qualifier de « *crise ministérielle mouvementée* ». Le fait qu'il ait lui-même de peu échappé à la mort le 29 octobre à Rome ne l'incite apparemment pas à faire une correction. L'épisode lui vaut en tout cas une réputation de courage et Bordiga pourra faire applaudir au Ve congrès « *son comportement héroïque* ».

C'est pourtant probablement de ces journées de terreur fasciste contre les travailleurs organisés que vient la première nuance dans son analyse et sa prise de conscience que le fascisme n'est pas seulement un mouvement de masse, mais une force autonome de gouvernement.

Pour le reste, il continue à manifester un peu de confusion et beaucoup d'hésitation. Au Ve congrès, avec Bordiga, il vote contre l'exclusion de Boris Souvarine qui a défendu Trotsky et il envoie en carte postale des photos de ce dernier. Il assure en même temps que le PSI est le « *troisième parti bourgeois d'Italie* » et s'inquiète de l'intransigeance de Bordiga qui fait face, dans son refus obstiné du front unique ouvrier, à l'exécutif de l'Internationale : en fait il souhaite, il cherche un compromis.

A son retour en Italie après le Ve congrès, en pleine crise consécutive à l'assassinat de Matteotti par les Chemises Noires, il continue à assurer que seuls les ouvriers et les paysans peuvent abattre le régime fasciste, mais ne fait aucune proposition sérieuse susceptible de briser l'isolement dans lequel se trouve son parti.

Dirigeant de l'Internationale communiste

Aldo Agosti analyse avec beaucoup de soin et d'attention la « *tempête de doute* » qui a failli submerger Togliatti à la fin de décembre 1922 et au début de janvier 1923 où il « *disparaît* », « *une absence sans explications* », sans donner de nouvelles, pendant environ un mois au point que la direction du PCI lui lance des messages dans les petites annonces des quotidiens pour l'induire à se manifester. Il donne les éléments qui peuvent expliquer cette grave défaillance.

Plusieurs fois condamné, au terme de mois de prison, au régime dur, qui n'ont guère pu l'aider à assumer sa pensée et son orientation dans la situation nouvelle désormais bien établie, Togliatti est finalement appelé à Moscou où il se rend illégalement et où il arrive le 17 février 1926.

Il fait figure de modeste disciple des dirigeants du PC de l'URSS. Dans les premières semaines, tandis que Bordiga dénonce la théorie du socialisme dans un seul pays et le régime interne de l'Internationale communiste, il explique pour sa part que la crise du mouvement communiste va durer encore longtemps et qu'il a plus que jamais besoin de bénéficier de « *l'expérience du PC russe* ».

Mais sa situation devient difficile. A la demande des Russes, il a écrit à la direction du PC d'I de se prononcer contre l'opposition russe dont l'analyse ne tient pas compte de « *la passivité des masses* ». Le 16 octobre 1926, il reçoit d'Antonio Gramsci une lettre qu'il ne transmettra pas aux instances de l'Internationale, et qu'il juge « *extrêmement inopportune* ».

Gramsci s'oppose en effet aux sanctions en préparation contre l'Opposition et se prononce pour le maintien dans le PCR de « *l'unité du noyau léniniste* ». Il va ajouter pour son vieux camarade ce jugement peu amène : « *Tout ton raisonnement est vicié de bureaucratisme* ».

Il est vrai que l'atmosphère de Moscou et de l'appareil de l'Internationale — de l'hôtel Lux où il réside — est particulièrement délétère et qu'elle agit vite sur les responsables en exil qui n'ont pas vraiment compris les causes de leur défaite. Or Togliatti — on l'appelle désormais Ercoli — est promu : à la fin de 1926, soutenu par Boukharine, il devient l'un des neuf membres du secrétariat de l'Internationale, à côté de Boukharine, Molotov, Manouïlsky, Jules Humbert-Droz qui le « *patronne* ».

Dirigeant de l'Internationale communiste ou candidat à l'être, il n'est pourtant pas encore corrompu ou totalement brisé. A la veille du VII^e plénum, avec Silone, il refuse d'approuver à la réunion des chefs de délégation, l'exclusion de Trotsky proposée par Staline pour un texte qu'il ne connaît pas. Calme et ferme, il gagne Belges et Français et Staline recule.

Des éléments convaincants fournis par Agosti prouvent aussi que c'est l'insistance inquiète de Boukharine et de Piatnitsky qui le retinrent sur la voie d'une défense plus énergique des accusés.

Au VI^e congrès, selon l'observateur russe qui l'interroge et en rend compte à Trotsky, il n'est pas enthousiaste, déplore l'absence de Bordiga, n'entrevoit aucune perspective dans les querelles des chefs. On regrette qu'Aldo Agosti ne rappelle pas ce qu'il lui a dit :

« *La tragédie, c'est qu'il est impossible de dire la vérité sur les problèmes actuels les plus importants, les plus vitaux. Il nous est impossible de parler. Si l'on disait la vérité, dans l'atmosphère qui règne ici, ce serait une bombe, l'explosion d'une bombe. Ce n'est pas que ce ne serait pas une mauvaise chose si une grande partie de ceux qui sont à ce congrès disparaissaient de la surface de la terre. Je suis terriblement anxieux. Je ne sais ni que faire, ni que dire, ni comment faire pour changer la situation* ».

Dans les textes et débats préparatoires, fidèle à son protecteur Boukharine, il marque fortement la différence des racines sociales et historiques du fascisme et de la social-démocratie. Au congrès lui-même, il intervient en réclamant plus de « *lumière* ». Aldo Agosti cite la conclusion de son intervention, qu'il n'a pu prononcer, la parole lui ayant été retirée devant une salle glaciale :

« L'avant-garde du prolétariat ne peut pas se battre dans le noir ! L'état-major de la révolution ne peut pas être formé dans une lutte sans principes ! ».

Il est de plus en plus difficile de conserver une position médiane, voire simplement de se taire. Après les droitiers, Staline s'en prend aux « *conciliateurs* » et tout responsable se doit de se prononcer. Togliatti semble avoir encore cherché à gagner du temps, à concéder ce qui lui paraissait secondaire, peut-être pour s'en tenir à l'essentiel.

Quand Boukharine, imité bien sûr par la majorité de ses amis au sommet de l'Internationale, bat en retraite et se dérobe, Togliatti, dans une manœuvre dérisoire, essaie de couper la poire en deux : il reste fidèle aux thèmes boukhariniens de la démocratie interne mais rejoint Staline sur la nécessité de l'industrialisation à outrance. Il apprend vite que cela ne sert à rien, qu'il faut se soumettre ou se démettre.

Violemment attaqué au Xe plénum, il « *compense* » en attaquant Tasca (qu'on appelle à l'époque Serra) qu'il est accusé d'avoir protégé, mais il est décidé maintenant à capituler devant Staline, ce qui est la condition de sa survie politique et — mais il ne le sait pas encore —, probablement de sa survie tout court. Il bataille pour conserver dans son domaine de compétence le PC d'I., c'est-à-dire en demeurer le dirigeant de loin, puisque Gramsci et Terracini sont en prison, Bordiga et Tasca exclus.

On lui destinait le Bureau d'Europe occidentale, le WEB, mais il plaide avec passion et on finit par y envoyer Dimitrov qui, lui aussi, pleure d'être là, séparé de son parti. Aldo Agosti signale une confiance de Togliatti — incontestablement le propos d'un homme déjà démoralisé et profondément imprégné de la maladie bureaucratique, qui ne croit plus qu'au pouvoir, aux postes, à l'appareil et se soucie des idées comme d'une guigne :

« Nous devons céder sur la question russe et internationale pour sauver la politique italienne de notre Parti. Sinon Moscou n'aura aucun scrupule à combiner une direction de gauche avec quelque gars de l'Ecole Lénine. Ce serait la ruine du travail de tant d'années ».

On ne peut en douter. Il sait et il saura — jusqu'à la fin.

Le dirigeant stalinien de l'Internationale

Je l'avoue. La suite de la biographie de Togliatti m'intéresse moins. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'on l'entrevoit, différent de Dimitrov, de Manouïlsky ou de Gerö. Mais le gros de sa vie désormais, ce sont ses missions, discours, articles de commande au service d'une politique stalinienne à laquelle il ne croit pas ou en tout cas guère, qu'il cherche parfois à enjoliver ou rendre cohérente, mais dont il n'est de toute façon qu'un exécutant.

Un peu comme Dimitrov, il doit défendre ses positions de pouvoir contre ceux qu'on appelle « *les jeunes* », Luigi Longo, Pietro Secchia, Eduardo D'Onofrio, authentiques staliniens qui lui reprochent son opportunisme passé et ressentent d'autant plus son cynisme qu'eux-mêmes sont fanatiques.

Il doit aussi — et c'est plus difficile — lutter contre des vétérans de son époque et de sa génération, ceux qu'on appelle « *les trois* », Pietro Tresso (Blasco), Alfonso Leonetti (Feroci) et Paolo Ravazzoli (Santini), qui rejoignent Trotsky contre la politique « *classe contre classe* », la folie furieuse de la « *troisième période* » et se font aussi les porte-parole de l'intérieur que sa politique va détruire.

Agosti mentionne des pronostics de Togliatti sur « *la maturation des éléments d'une situation révolutionnaire* » dans laquelle il n'y aura pas de phase démocratique intermédiaire et où s'ouvrira tout

de suite pour la révolution italienne. Il écrit : « *Nous allons vers une situation insurrectionnelle, nous allons vers la guerre civile* ». Il dicte au PCd'I une perspective directement soviétique et socialiste.

Comme en Allemagne, prévaut par ses soins en Italie la théorie criminelle du social-fascisme — « *la nuit du social-fascisme* » écrit Agosti — qui n'épargne pas les gens de *Giustizia e Libertà* que Togliatti qualifie d'abord de « *mouvement fasciste dissident* ».

Togliatti avait voulu sauver le parti en se ralliant à Staline. La politique stalinienne impose au parti une politique suicidaire. Les militants sont acculés à une politique aventuriste impossible, sont arrêtés en masse. Les restes d'organisation sont détruits au pays. La crise s'étend dans le confino et dans les prisons : Gramsci et Terracini, nous dit Agosti, passent dans l'opposition à Togliatti.

Quand s'amorce en 1934 le tournant dont Dimitrov sera le symbole public, Togliatti demeure extrêmement réservé et ne s'y engage résolument que quand il est sûr de ses arrières à Moscou. Au VIIe congrès, c'est lui qui lance les mots d'ordre qui officialisent en quelque sorte dans l'IC le culte de Staline, « *un acte sans précédent dans le déroulement des congrès mondiaux* », écrit Agosti. Il lit dans un français fluide marqué d'un accent piémontais indiscutable son rapport sur la préparation de la Guerre et la lutte pour la paix.

Selon l'opinion d'Agosti, et bien qu'il juge indéchiffrable la dynamique interne du groupe dirigeant de l'IC, Togliatti demeure réservé par rapport à la ligne « *novatrice et plus ouverte* » de Dimitrov, et reste plus proche du « *prudent Manouilsky* » qui n'approuve pas tout.

Quand, en mai 1936, la direction parisienne du PCI lance un appel à « *la réconciliation du peuple italien* », la main tendue aux frères en chemises noires, l'acceptation de leur programme pour en faire « *un programme de liberté* » avec « *les fascistes de la vieille garde* », le nom de Palmiro Togliatti (Ercoli) est le premier qui figure au début de la liste des soixante signataires dans *Stato Operaio*. Il traite pourtant, selon le témoignage de Berti cité par Agosti, ce texte de « *couillonnade* », ajoutant que ses auteurs « *ont perdu la tête, sont des irresponsables* ».

Il chante sa partition dans l'orchestration des procès de Moscou, ce qui, expliquera-t-il plus tard, était une condition pour survivre. Agosti se demande ce qu'il croyait et pourquoi il le croyait. Le seul élément prouvant que Togliatti savait la vérité — toute la vérité — est une conversation rapportée par l'Autrichien Ernst Fischer. Ce dernier, parlant de Trilisser (Moskvine) entré depuis le VIIe congrès au secrétariat de l'Internationale communiste qu'il contrôle pour le NKVD, s'écrie : « *C'est un imbécile, ou un criminel* ». Et Togliatti, prudent jusque dans l'imprudence, de rétorquer : « *Ce n'est pas un imbécile* ».

Aldo Agosti cite également les éléments connus qui permettent de penser que Togliatti a permis en 1936 le départ d'URSS de Willi Münzenberg, aidé tel ou tel. Il est évident par ailleurs qu'il a co-partagé la responsabilité du massacre des dirigeants du PC polonais et approuvé, ne fût-ce que par son silence, le massacre de centaines de communistes étrangers réfugiés.

Reste son rôle en Espagne.

L'homme de Staline en Espagne

Togliatti est resté, on le sait, 20 mois en Espagne, avec sa jeune compagne russe rencontrée dans l'appareil de l'IC, Elena Lebedeva, à partir du 14 juillet 1937, un des « *conseillers* » de l'Internationale communiste, incontestablement le chef. Sous le nom d'Alfredo, il participe pendant tout ce temps à toutes les réunions des organismes dirigeants du PCE. L'historien dispose non seulement de ses écrits publics mais de rapports extrêmement intéressants adressés à Dimitrov et Manouilsky.

L'image qui s'en dégage est celle d'un homme qui jouit d'une très grande autorité et possède une grande confiance en soi. Ses rapports sur les dirigeants espagnols sont sévères, qu'il s'agisse des dirigeants du PC ou de leurs alliés socialistes ou militaires. Il est pourtant limité dans son pouvoir et ne peut obtenir le renvoi définitif de Codovilla.

Il apparaît aussi comme un homme politique, y compris dans ses évolutions : ainsi, après avoir proféré à l'égard des anarchistes les mêmes injures et inepties que l'agit-prop de Moscou, découvre-t-il la spécificité anarchiste espagnole et intègre-t-il la direction de la CNT dans ses perspectives de rassemblement. Ainsi saisit-il aussi fort bien le sens et la limite du ralliement des officiers de carrière au parti communiste.

Aldo Agosti s'attache ici particulièrement à l'analyse des rapports politiques de Togliatti, à son interprétation de la situation espagnole, au commentaire du rôle de conseiller et formateur qu'il s'est donné. Il concentre aussi toute son attention sur l'épisode final, le courage de Togliatti, resté le dernier pour sauver ce qui peut l'être. Il souligne aussi que le représentant de l'Internationale ne bouge pas d'un pouce par rapport à la position de Moscou face au POUM, la « *secte terroriste* » trotskyste.

Agosti, Togliatti et les tueurs de Staline

On est tout de même surpris et pour tout dire déçu, de l'absence de certains points d'interrogation concernant la répression stalinienne en Espagne. On cherche en vain dans l'index le nom du chef des services secrets de Staline en Espagne, Feldbine dit Orlov. Même s'il n'en a trouvé aucune trace dans les papiers de Togliatti, Agosti ne pouvait-il mentionner l'assassinat d'Andrés Nin, aujourd'hui connu et reconnu par les archives de Moscou du NKVD et attribué aux services d'Orlov par un groupe d'hommes comprenant notamment son collègue envoyé de l'IC auprès du PSUC, Ernö Gerö, dit Pedro. A qui peut-on faire croire que Togliatti n'en sut rien ? Le silence total d'Aldo Agosti sur cette affaire est presque un long discours.

Sans doute touche-t-on ici aux limites de ce que peut écrire un historien qui fut du PCI, même excellent historien, quand il approche de certaines questions brûlantes. Deux autres exemples me permettront d'explicitier le malaise que j'ai éprouvé, à ce moment de ma lecture du travail d'Agosti.

Le premier touche au procès du POUM. Agosti écrit que Togliatti considère le verdict comme scandaleux, ce procès s'étant terminé « *sans aucune condamnation sérieuse* ». Je pense pour ma part que ce qu'il y a de scandaleux dans le procès du POUM, c'est le fait que les sessions du tribunal aient été, avant et pendant son déroulement, conduites de bout en bout, selon les décisions d'une petite conférence privée qui réunissait le président du tribunal, le procureur général et...deux représentants du parti communiste mandatés par le bureau politique. J'ai appris par les archives de Moscou et ne dis rien de plus, car les documents vont être publiés en Espagne. J'affirme, car cela tombe sous le sens, que Palmiro Togliatti ne pouvait l'ignorer. Et je suis très surpris qu'Aldo Agosti ne mentionne pas la tenue de ces réunions, le vrai scandale de ce procès.

Plus loin, dans l'année 1943, si riche en événements, il existe un autre moment du livre où manquent au minimum les points d'interrogation. Il s'agit de l'assassinat dans le département français de la Haute-Loire du vieux compagnon de lutte de Palmiro Togliatti, ouvrier communiste devenu trotskyste après sa rupture, Pietro Tresso dit Blasco.

Tous reconnaissent aujourd'hui que cet assassinat fut le fait d'éléments FTP liés au PCF agissant sur ordre, et pensent que l'assassinat d'un homme de l'importance de Blasco n'a pu être perpétré sans le feu vert de la direction du parti italien. Je pense personnellement que ce n'est pas Togliatti qui donna le feu vert, mais qu'il accepta de couvrir le forfait. Je ne demandais rien de plus à Aldo Agosti que de placer sur cette disparition des points d'interrogation. Après la parution du travail consacré au meurtre de Blasco, il y aura à leur place, dans la biographie, une tache de sang et la conviction que Togliatti a au

minimum couvert les meurtriers après coup et respecté l'omertà comme un vrai mafioso. Et il y aura des gens pour se demander si le silence d'Agosti n'est pas de même nature. C'est dommage, pour lui comme pour son travail.

J'espère qu'Aldo Agosti et aussi mes lecteurs voudront bien m'excuser de me recueillir à ce moment — cette étape — à l'endroit où deux stèles ne sont pas encore dressées sur les lieux du double crime de Staline, à la mémoire des deux combattants communistes anti-staliniens, Andrés Nin et Pietro Tresso dit Blasco. Je crois que le lecteur a perdu dans les chapitres lacunaires qui suivent une partie de son enthousiasme et de sa confiance. On ne transige pas avec la vérité — même par le silence. J'ajoute que j'ai trop de respect pour l'historien Agosti pour polémiquer contre lui sans lui laisser le temps de compléter l'information de ses lecteurs.

De l'Internationale à l'union nationale

La fin des années trente a été dangereuse pour tous les communistes, y compris les plus obéissants des staliniens. On sait que les soupçons de Staline se sont portés sur lui aussi — ou ont fait semblant — et qu'un gros dossier a été constitué, fondement éventuel d'une accusation de « *trahison* » et d'« *espionnage* » dans un procès de l'Internationale communiste qui aurait pu servir à accabler dans les interrogatoires entre deux séries de passages à tabac et de tortures. Mais... il a sans doute eu la chance d'être en Espagne aux dates où il y a été.

Il n'a pas en revanche échappé aux quelques mois de la grande traque des communistes polonais et de cette enquête supervisée directement par Staline qui a liquidés jusqu'au dernier tous ceux qui étaient à sa portée, c'est-à-dire en URSS. Ici aussi, Aldo Agosti pose la bonne question : le pacte germano-soviétique et le sort de la Pologne étaient-ils seulement, comme beaucoup d'entre nous l'ont écrit, la réponse du berger Staline à la bergère occidentale pour le Traité de Munich ? N'était-il pas, avec le partage de la Pologne au cœur, la preuve d'une politique d'alliance allemande de longue portée de la part de Staline ? Et de la nécessité qu'elle impliquait de rayer définitivement la Pologne de la carte d'Europe ? Nous répondons à sa place et un peu à la manière de son héros : Togliatti était exceptionnellement intelligent et savait donc qu'il fallait, pour Staline, supprimer la Pologne.

L'année 1939-1940 est une dure année pour Togliatti qui commence et finit par de longs voyages mais fait aussi un long séjour dans une prison française. Il voudrait ré-italianiser son activité mais se heurte à bien des difficultés nées des hésitations de la direction notamment Di Vittorio, Montagnana, Parodi, vis-à-vis du pacte germano-soviétique. Contrairement à ce qu'ont écrit des témoins comme Ernst Fischer, Aldo Agosti, lui, est tout à fait persuadé que Togliatti est très ferme et déterminé sur la ligne défaitiste.

En 1939, l'exécutif de l'Internationale a envisagé la création, à l'étranger, d'un « *centre* » avec la troïka Alfredo, Fried, Codovilla, mais il faut y renoncer. C'est à Moscou que l'Italien se retire. C'est là, Moscou d'abord et ensuite Oufa, qu'il fera la guerre sous le nom de Mario Correnti dans le micro de Radio Milano Libertà. A l'attaque allemande, il est l'un des trois désignés pour assurer la direction d'exception, avec Dimitrov et Manouïlsky qui se partagent ensuite entre Kouibychev et Oufa.

Il joue un rôle important dans la dissolution de l'Internationale communiste, et a participé à toutes les commissions préparatoires. Sur un plan institutionnel, les affirmations de la résolution ne pourraient que le réjouir s'il y croyait. Mais il n'y croit pas. La clé de la politique de l'Internationale est la politique extérieure de Staline qui, pour l'instant, veut avant tout satisfaire les Alliés pour leur arracher « *le second front* » ; c'est du moins ce que pense vraiment Togliatti selon Agosti.

Ce sont les mêmes arguments qui vont jouer en faveur de son retour en Italie en 1943, et du tournant de Salerne en 1944, avec l'appui au gouvernement Badoglio, le sursis à l'institution monarchique et finalement l'entrée dans un gouvernement d'Union nationale...

L'examen chronologique détaillé que fait Agosti est convaincant. Togliatti lui-même est partisan dès le mois d'octobre 43 d'accepter les propositions de Badoglio d'entrer dans son gouvernement. Il est critiqué partout, à l'Internationale et dans le parti russe, et c'est une position diamétralement opposée, la déchéance du roi et le renvoi de Badoglio qui prévalent en Italie du Sud, même dans le PCI.

Il s'emploie ensuite activement à promouvoir l'insurrection nationale, en précisant bien ses objectifs, dans les limites tracées par Moscou :

« N'oublions pas que l'insurrection que nous voulons n'a pas l'objectif d'introduire des transformations sociales et politiques dans un sens socialiste ou communiste mais la libération nationale et la destruction du fascisme »

Agosti souligne opportunément combien cette ligne est renforcée par les accords de Yalta qui ont confirmé l'inclusion de l'Italie dans la zone d'influence anglo-américaine.

Il semble que jamais Palmiro Togliatti ne se soit écarté vraiment de la ligne de Moscou. Il « *encaisse* » la critique du Kominform sur l'opportunisme du PCI à la Libération et Agosti le cite longuement dans son travail de défense et illustration du verdict de Moscou formulé par Jdanov.

Reconquérant et refondant un PC italien bordiguais et usé par le temps et la répression, incorporant massivement de nouveaux membres de tout âge, Togliatti crée vraiment un « *nouveau parti* », un parti communiste de masse qui n'a rien d'un parti « *d'avant-garde* » et qui élimine, par la persuasion, la corruption ou la force brutale, les noyaux opposants, réels ou virtuels. L'Union nationale est son heure de gloire et la Guerre froide la lui volera pour couronner la Démocratie chrétienne.

Mais en définitive, comme le montre l'explosion de colère d'un peuple entier à la nouvelle de l'attentat de Pallante le 7 mai 1948, où il fut grièvement blessé, le dirigeant du PCI, l'ancien petit apparatchik timide des années 1920, le bureaucrate servile et cynique des années trente, était devenu comme la chair et le sang des travailleurs et du peuple de son pays qui avaient supporté plus de deux décennies d'un régime odieux et dont il symbolisait et en même temps confisquait la lutte. Car la soumission fut finalement la règle de vie politique de ce grand chef.

C'est dans cette situation plus que dans ses mérites personnels que nous pensons qu'il faut chercher l'explication de sa légende, avec, bien sûr, le bon fonctionnement d'un appareil habitué à la célébration du culte du chef.

Nous avons abandonné en route depuis un moment le livre d'Aldo Agosti pour exprimer notre propre opinion, une tâche qu'il facilite grandement par les matériaux qu'il fournit.